

## **DELIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil huit, le quinze octobre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

### **Etaient présents :**

Mesdames et Messieurs Philippe MEREAU, Georgette BARRAULT, Raymonde VEQUAUD, Michelle GRATADE, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Fabrice DAVOIGNEAU, Jérôme TARNIER, Monique GUERY

### **Absents excusés :**

Mesdames Michelle COURNARIE (pouvoir à Philippe MEREAU), Yves BANDEVILLE (pouvoir à Raymonde VEQUAUD), Estelle PATOZ (pouvoir à Sophie METADIER), Pascal BEAUSSIER (pouvoir à Michèle GRATADE), Joël ANTIER (pouvoir à Michèle VILLATTE), Olivier PIQUEUX (pouvoir à Fabrice DAVOIGNEAU), Jean-Claude DUPAS (pouvoir à Monique GUERY)

### **Absents :**

Madame et Monsieur Dominique MACE, Frédéric DUPUIS

Madame Michèle GRATADE est élue secrétaire.

Le compte-rendu du dernier Conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

### **VENTE DE L'IMMEUBLE 72 RUE BASSE**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune a acheté le 2 octobre 2006 une propriété située 72 rue Basse, cadastrée AB 403-404 et 405, comprenant :

- Une maison d'habitation composée de :
  - Au sous-sol, semi enterré : chaufferie et cellier
  - Au rez-de-chaussée: entrée, cuisine, salle de séjour, salon, trois chambres, salle de bain, WC
  - Combles perdus au dessus
- Un local d'environ 525 m<sup>2</sup> composé de :
  - Une partie à usage de bureau
  - Une partie à usage de magasin
  - WC, lavabo, vestiaires

Le local a été attribué aux services techniques pour entreposer le matériel et les véhicules de la commune. La maison a servi de logement de fonction scolaire.

Par délibération en date du 7 juillet 2008 le Conseil Municipal a décidé de la vente de la maison et du terrain autour (parcelle AB 550 et 552 d'une contenance totale de 696 m<sup>2</sup> (document d'arpentage en cours)).

Vu la loi 95-127 du 8 février 1995, la consultation des services des domaines n'est pas nécessaire pour la cession d'un bien immobilier dans une commune de moins de 2000 habitants.

Le Diagnostic amiante a été fait en date du 2 octobre 2006 à l'occasion de l'achat de l'immeuble. Les autres diagnostics immobiliers obligatoires sont en cours.

Les parcelles vendues ne sont grevées d'aucune servitude au profit des parcelles restant propriété de la commune.

Les parcelles restant propriété de la commune sont grevées, au profit des parcelles vendues, des servitudes suivantes:

- passage des réseaux d'alimentation en gaz, en électricité et en télécommunications
- évacuation des eaux pluviales

La commune s'est engagée à faire réaliser à ses frais un bateau dans le trottoir en continuité de celui existant pour permettre l'accès au terrain.

L'Agence AVIS a trouvé un acquéreur pour la maison en l'état, qui a fait une offre à 101 500 € net vendeur, sans conditions suspensives autre que légales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

**Décide :**

- de promettre de vendre et de vendre la maison d'habitation en l'état et le terrain alentours pour une contenance totale de 696 m<sup>2</sup>, au prix de 101 500 € net vendeur sans conditions suspensives autre que légales,
- les parcelles vendues ne seront grevées d'aucune servitude au profit des parcelles restant propriété de la commune.
- les parcelles restant propriété de la commune seront grevées, au profit des parcelles vendues, des servitudes suivantes:
  - o passage des réseaux d'alimentation en gaz, en électricité et en télécommunications
  - o évacuation des eaux pluviales
- de faire réaliser un bateau dans le trottoir en continuité de celui existant pour permettre l'accès au terrain.

**Missionne** Maître POLGE pour établir tous les actes notariés

**Autorise** Madame le Maire ou Monsieur Yves BANDEVILLE à signer tous documents utiles au bon aboutissement du projet

La séance est close à 20H50

--